

NOTE D'INFORMATION

Les cadres de certifications en Europe: un instrument de transparence et de changement

Si les cadres nationaux de certifications sont essentiels pour réaliser les objectifs européens, ils le deviennent tout autant pour les objectifs nationaux

Les certifications sont de plus en plus importantes pour l'accès à l'emploi et essentielles pour la construction de carrière. Leurs modes de classification et de hiérarchisation connaissent des changements majeurs, entraînés par le développement rapide des cadres nationaux de certifications (CNC) en Europe.

À ce jour, 39 CNC ⁽¹⁾ sont en cours d'élaboration dans 35 pays ⁽²⁾. Des CNC étaient déjà utilisés en Irlande, en France et au Royaume-Uni avant 2005, mais leur développement dans d'autres pays a été impulsé par le cadre européen des certifications (CEC), dont l'objectif est la comparabilité transnationale des certifications (encadré 1). Si les CNC demeurent essentiels pour atteindre cet objectif européen, ils revêtent une importance croissante pour la réalisation des objectifs nationaux.

Encadré 1. Cadres nationaux de certifications (CNC) et cadre européen des certifications (CEC)

Les CNC classent les certifications en fonction d'un ensemble de niveaux fondés sur les acquis de l'apprentissage. Les niveaux d'un CNC reflètent ce que le titulaire d'un certificat ou d'un diplôme est censé savoir, comprendre et être capable de réaliser.

Le CEC établit un cadre commun de référence, un outil de transposition pour les différents systèmes et niveaux de certifications. Le CEC englobe tous les niveaux et types de certifications (enseignement général, enseignement et formation professionnels [EFP], enseignement supérieur). Le CEC, adopté en 2008, soutient l'apprentissage tout au long de la vie et la mobilité.

Dans la plupart des pays, la tradition est de classer les certifications, implicitement ou explicitement, en fonction des «conditions institutionnelles de l'apprentissage» (*learning*

inputs), à savoir de l'établissement qui les délivre et de la durée des études. Les CNC modifient cette approche, en faisant des «acquis de l'apprentissage» (*learning outcomes*) le principe essentiel déterminant le niveau de certification.

La mise en correspondance (*referencing*) des CNC et du CEC permettra aux apprenants et aux employeurs de comparer les niveaux des certifications délivrées dans leur pays et à l'étranger. La transparence accrue sur le contenu des certifications facilitera leur utilisation pour les employeurs comme pour les individus, à des fins d'emploi ou d'apprentissages ultérieurs.

Bilan des progrès réalisés

La quasi-totalité des pays ont décidé de se doter d'un CNC en vue de relier leurs certifications au CEC. Le consensus général sur l'importance et la valeur d'un cadre de référence européen pour les certifications a encouragé un développement cohérent des CNC dans l'ensemble de l'Europe, en quatre grandes phases.

- **Conception et développement.** Cette phase est déterminante pour définir le principe directeur d'un CNC, ses objectifs politiques et son architecture. Elle est encore plus importante pour engager les acteurs clés dans le processus.
- **Adoption formelle.** Même si ses formes – loi, décret, décision administrative, accord formel – varient selon les pays, l'adoption formelle est importante. Dans plusieurs pays, la mise en œuvre du CNC et sa mise en correspondance avec le CEC ont pris beaucoup de retard faute de mandat clair.
- **Phase opérationnelle initiale.** Le CNC entre en application et les établissements sont tenus de respecter ses structures et méthodes. Les utilisateurs finals potentiels sont informés de ses buts et de ses avantages.
- **Phase opérationnelle avancée.** Le CNC constitue une partie intégrante et importante du système national d'éducation et de formation. Il est utilisé par l'administration publique et le secteur privé et procure des bénéfices aux utilisateurs finals, individus et employeurs.

⁽¹⁾ Au Royaume-Uni, les cadres sont distincts pour l'Angleterre/Irlande du Nord, le pays de Galles et l'Écosse. La Belgique développe trois cadres distincts pour la Flandre et les communautés francophone et germanophone.

⁽²⁾ Les 27 États membres de l'UE, plus la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), l'Islande, le Liechtenstein, le Monténégro, la Norvège, la Serbie et la Turquie.

Compte tenu des différentes situations de départ, les phases de développement et les progrès réalisés diffèrent selon les pays (encadré 2).

Encadré 2. **CNC en Europe – état des lieux**

- 29 pays ont conçu ou développent des CNC globaux (couvrant tous les types et niveaux de certifications).
- D'autres pays ont opté pour des CNC partiels, applicables à un nombre limité de types et de niveaux de certification ou à différents volets du système d'éducation et de formation.
- 26 pays ont proposé ou adopté des cadres à 8 niveaux; d'autres ont des CNC à 5, 7, 9, 10 ou 12 niveaux.
- Tous les pays utilisent une approche fondée sur les acquis d'apprentissage pour définir les descripteurs de niveau de leur CNC.
- 21 CNC ont été formellement adoptés.
- 4 pays ont achevé la mise en œuvre de leurs CNC.
- 7 pays entrent dans la phase opérationnelle initiale.

La République tchèque, l'Italie, l'ARYM, le Liechtenstein et la Serbie n'ont pas encore décidé du champ d'application et de l'architecture de leur CNC. D'autres pays, tels que l'Allemagne et l'Autriche, ont défini le champ et l'architecture de leur CNC mais ont adopté une approche graduelle pour y intégrer leurs certifications. La Finlande et la Suède sont sur le point d'adopter formellement leur CNC. Dans sept pays (Belgique – Flandre –, Danemark, Estonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal), les CNC sont en phase opérationnelle initiale.

Exception faite de Malte, seuls les CNC antérieurs à 2005 en Irlande, en France et au Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord, Écosse et pays de Galles) sont en phase opérationnelle avancée. Dans certains cas, comme en France et au Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord), les CNC jouent un rôle de réglementation, déterminant les certifications à admettre dans le cadre.

Cette diversité des évolutions et des progrès reflète le caractère dynamique du développement des CNC, qui ne sont jamais achevés. Les CNC exigent en effet un développement et un renouvellement permanents. Même les CNC solidement établis font l'objet d'adaptations et d'améliorations constantes.

Au milieu de l'année 2012, 15 pays (Autriche, Belgique – Flandre –, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, France, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) avaient formellement mis leurs CNC en correspondance avec le CEC. Les autres pays devraient achever ce processus d'ici à 2013.

Convergence européenne et diversité entre pays

Les CNC développés après 2005 s'inspirent des principes et concepts introduits par le CEC et, dès lors, possèdent

certaines caractéristiques communes importantes, notamment:

- conception en tant que cadres globaux pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, couvrant tous les niveaux et types de certification;
- structure proposée ou effective à 8 niveaux; parmi les CNC postérieurs à 2005, font exception les cadres norvégien et islandais, qui comptent 7 niveaux, et le cadre slovène, qui en compte 10;
- adoption de descripteurs fondés sur les acquis de l'apprentissage, reflétant les trois catégories du CEC qui distinguent entre savoirs, aptitudes et compétences.

La convergence entre les CNC développés après 2005 contraste avec l'hétérogénéité des cadres antérieurs. Par exemple, deux des CNC du Royaume-Uni (Écosse et pays de Galles) sont globaux, alors que le troisième (Angleterre/Irlande du Nord) est partiel et, à l'instar du CNC français, il s'applique essentiellement aux certifications techniques et professionnelles. À cela s'ajoutent des différences en termes de nombre de niveaux: 5 pour le CNC français, 9 pour le CNC anglais/gallois, 12 pour le CNC écossais et 10 pour le CNC irlandais. On observe également des différences d'utilisation des acquis de l'apprentissage, avec une plus grande diversité dans le contenu et le profil des cadres antérieurs à 2005.

Outre l'utilisation des CNC pour faciliter la comparabilité européenne et internationale des certifications, tous les pays soulignent le rôle potentiel des CNC pour améliorer la coordination entre les différents volets du système d'éducation et de formation et accroître la transparence des certifications nationales. Nombreux sont ceux qui voient dans cette fonction communicationnelle des CNC un moyen d'apporter une valeur ajoutée aux systèmes de certification existants sans les modifier radicalement.

Certains pays, telles la Croatie, l'Islande, la Pologne et la Roumanie, mettent en avant la fonction réformatrice de leur CNC, qui sert d'outil pour améliorer la cohérence, la pertinence et la qualité de leurs systèmes d'éducation, de formation et d'apprentissage tout au long de la vie. L'évolution des CNC, en tant que points de référence fondés sur les acquis de l'apprentissage, peut impulser d'autres réformes telles que de nouveaux parcours d'apprentissage, programmes, ou encore normes ou processus de certification permettant de valider les acquis non formels. L'Allemagne considère le développement de la validation des apprentissages non formels et informels comme une partie intégrante du développement de son CNC, susceptible de modifier le fonctionnement de son système national de certifications.

Les CNC reflètent également les contextes politiques et culturels nationaux. C'est ainsi que l'on observe trois principaux modèles de mise en œuvre d'un CNC global, applicable à tous les types de certifications.

Dans le premier modèle, les CNC comportent des descripteurs de niveau génériques et cohérents, couvrant tous les niveaux d'éducation et de formation. Dès lors que ces descripteurs renvoient à des niveaux et à des acquis d'apprentissage, ils font mieux ressortir les similitudes et les différences entre les diverses certifications, par exemple entre celles de l'EFP et de l'enseignement supérieur. C'est l'approche retenue en Allemagne, en Belgique (Flandre), au Royaume-Uni (Écosse), en Irlande, en Estonie, en Slovaquie et en Lituanie. Dans le deuxième modèle, utilisé par exemple au Danemark et en Bulgarie, les CNC établissent une distinction entre les niveaux 1 à 5 et les niveaux 6 à 8, ceux-ci correspondant aux certifications délivrées par les établissements d'enseignement supérieur (dans le cadre du processus de Bologne⁽³⁾). Dans le troisième modèle, illustré notamment par l'Autriche, les CNC divisent les niveaux 6 à 8 en deux volets parallèles: un volet pour les certifications délivrées par les établissements d'enseignement supérieur (processus de Bologne) et un pour les certifications à orientation technique ou professionnelle délivrées par les établissements ne relevant pas de l'enseignement supérieur.

Ces trois modèles offrent différentes solutions pour établir des passerelles entre les différentes parties d'un système d'éducation et de formation, notamment les filières professionnelle et générale. Un objectif important de l'éducation et de la formation tout au long de la vie est de faciliter le passage d'un type ou niveau d'apprentissage à un autre, par exemple de l'EFP à l'enseignement général, de la formation en établissement scolaire à la formation en apprentissage, ou encore du secondaire supérieur à l'université et inversement, en prenant en compte les apprentissages antérieurs de l'individu. On ne peut dire dans quelle mesure les CNC structurés en niveaux fondés sur les acquis de l'apprentissage influenceront sur les liens entre les différentes parties des systèmes nationaux d'éducation et de formation. Dans la plupart des pays, les règles de conception et de délivrance des certifications sont distinctes pour chacun des volets du système.

CNC: quel impact réel?

D'aucuns dans la littérature de recherche craignent que les CNC, au lieu d'apporter une valeur ajoutée aux systèmes d'éducation et de formation, ne détournent l'attention et les ressources. Cette critique découle parfois de certaines des premières tentatives de mise en œuvre de cadres fondés sur les acquis de l'apprentissage; elle s'appuie essentiellement sur les expériences des CNC antérieurs à 2005 en Europe et dans le reste du monde, notamment en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni (Angleterre/Irlande du Nord).

La nouvelle génération de CNC inspirée par le CEC permet de revisiter la question de l'impact. Nous n'en sommes qu'au début mais l'impact des CNC est déjà perceptible dans plusieurs domaines, notamment les

structures institutionnelles, l'utilisation des acquis de l'apprentissage et le développement de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

Dans l'ensemble de l'Europe, l'adoption et la mise en œuvre des CNC influent sur les structures institutionnelles et sur la coordination interinstitutionnelle. Les CNC en Europe sont soutenus par les points de coordination nationaux du CEC mis en place dans chaque pays, qui ont des missions de communication, d'information et de diffusion, tout particulièrement s'agissant des correspondances entre niveaux de certification nationaux et européens. Dans certains pays, ces points de coordination sont également chargés du répertoire du CNC et œuvrent à la coordination entre les acteurs nationaux, afin de faciliter la mise en œuvre du CNC.

Dans une certaine mesure, l'influence des CNC sur les organismes certificateurs commence à se faire sentir. L'Irlande, Malte et la Roumanie ont fusionné différents organismes chargés de différents volets de leur système d'éducation et de formation en une autorité nationale unique, afin d'améliorer la coordination. Le Portugal a mis en place une agence nationale pour renforcer la coopération entre ses ministères de l'éducation et de l'emploi. En Croatie, le projet de loi relatif au CNC prévoit la création d'une entité stratégique nationale pour mettre en œuvre, suivre et évaluer le CNC. L'impact futur des CNC dépendra de la poursuite de ces développements institutionnels.

Le principe des acquis de l'apprentissage fait l'objet d'un large consensus en Europe. Les CNC et le CEC ont encouragé l'utilisation des acquis de l'apprentissage pour définir et décrire les certifications et les affecter au niveau approprié des cadres nationaux et européen. Dans plusieurs pays, telles la Croatie et la Pologne, l'évolution des CNC a aidé à identifier les domaines dans lesquels l'application de ces acquis était inexistante ou incohérente. En Norvège, le travail sur le CNC a montré que les certifications postsecondaires d'EFP délivrées par la *Fagskole* ne s'appuyaient que partiellement sur les acquis de l'apprentissage. Il y a été remédié.

En Allemagne, le vif débat sur l'équivalence entre certificat du secondaire supérieur général (*Abitur*) et certificat de compétence professionnelle (*Facharbeiter*) et sur les liens entre enseignement général et EFP montre que l'utilisation des acquis de l'apprentissage vient remettre en question des hiérarchies implicitement établies.

Si l'approche des acquis de l'apprentissage fait l'objet d'un large consensus en Europe, son interprétation et sa mise en application représentent un défi de taille. L'élaboration de descripteurs de niveau nationaux révèle que la compréhension des acquis de l'apprentissage diffère selon les pays.

Un groupe de pays, parmi lesquels l'Estonie, Chypre, l'Autriche et le Portugal, a pris les descripteurs de niveau du CEC comme point de départ et les a affinés afin de guider les processus nationaux. Un deuxième groupe de pays, parmi lesquels la Bulgarie, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Pologne, a modifié la troisième colonne des

⁽³⁾ Voir: http://ec.europa.eu/education/higher-education/bologna_en.htm

acquis du CEC de manière à mieux rendre compte des compétences sociales, personnelles et transversales importantes. Un troisième groupe, comprenant la Belgique, l'Allemagne, la France, la Lituanie, les Pays-Bas et la Slovaquie, appréhende la «compétence» en tant que concept générique reflétant les traditions et valeurs nationales existantes. Cela souligne la nature holistique et intégrative de la compétence, en tant que capacité d'un individu d'utiliser des savoirs, des aptitudes et des dispositions personnelles, sociales et méthodologiques dans des situations de travail ou d'études.

Un objectif explicite du CEC – et de la plupart des CNC globaux – est d'encourager l'éducation et la formation tout au long de la vie. Ces dernières années, les pays ont engagé une action plus cohérente dans ce sens. L'utilisation des CNC pour promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie a emprunté trois voies.

Premièrement, l'établissement d'un CNC global fondé sur les acquis de l'apprentissage peut, en soi, faciliter les parcours d'apprentissage. Deuxièmement, le renforcement des liens entre CNC et systèmes de validation permet aux individus de faire évaluer et reconnaître leurs apprentissages antérieurs (formels, non formels ou informels) par rapport aux certifications du CNC. De nombreux pays reconnaissent dans cette voie, tracée par la France, un moyen important de promouvoir l'éducation et la formation tout au long de la vie grâce aux CNC. Troisièmement, certains pays, notamment le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, travaillent sur des critères et des procédures permettant d'intégrer au CNC les certificats et diplômes délivrés hors du système (public) de formation initiale, essentiellement dans le contexte de l'éducation permanente et de la formation continue dispensées par le marché du travail ou le secteur associatif. La qualité est une préoccupation à cet égard, dès lors qu'il importe de garantir que cette offre extrêmement diversifiée respecte des critères minimaux et qu'elle soit combinable avec l'offre de formation initiale traditionnelle. Dans plusieurs pays, ces évolutions sont rapides, transformant potentiellement les CNC en larges grilles de lecture des possibilités d'apprentissage et des certifications.

Défis à venir

Les avancées de ces dernières années posent de bonnes bases pour concrétiser les potentialités des CNC, mais il importe d'assurer la visibilité de ces cadres au-delà du cercle restreint des décideurs politiques et experts qui interviennent dans leur construction. Certaines actions seront déterminantes pour la réussite des CNC.

- Il importe d'assurer la visibilité pour les individus des niveaux fondés sur les acquis de l'apprentissage. Une mesure essentielle est d'intégrer les niveaux du CEC et du CNC dans les certificats et diplômes.
- Les CNC s'imposent de plus en plus comme des instruments nationaux de structuration et de planification. À cet effet, il importe d'élaborer des bases de données et

des supports d'orientation qui reflètent les structures des CNC. Cela avait été fait avec les CNC antérieurs à 2005, mais reste à faire pour les CNC plus récents.

- Les CNC doivent de plus en plus associer le marché du travail et être plus visibles auprès de celui-ci (aide au développement des parcours professionnels, certification des acquis de l'expérience professionnelle, orientation, liens avec les cadres sectoriels).

Alors que les CNC s'appuient sur les acquis de l'apprentissage, d'autres pratiques en vigueur utilisent les conditions institutionnelles de l'apprentissage pour la reconnaissance des certifications. Les réseaux de centres de reconnaissance académique (réseau européen des centres d'information – ENIC – et centres nationaux d'information sur la reconnaissance académique – NARIC)⁽⁴⁾ apportent un soutien aux apprenants et aux établissements pour l'accès à l'enseignement supérieur et la progression au sein de celui-ci. La directive européenne 2005/36, qui traite des liens entre certifications professionnelles et activités professionnelles sur le marché du travail, prend aussi appui sur les conditions institutionnelles de l'apprentissage. Les liens entre le CEC et ces autres approches doivent être clarifiés et renforcés.

Cela illustre la nécessité d'un suivi et d'une évaluation systématiques de la mise en œuvre des CNC, du point de vue tant qualitatif que quantitatif. Seuls quelques pays disposent de données de base ou assurent un suivi du devenir des diplômés.

Abordés comme des initiatives isolées, coupées des politiques et des pratiques d'ensemble, les CNC sont voués à l'échec. Le risque majeur est que les pays «oublient» leur CNC une fois achevé le processus de mise en correspondance avec le CEC, ce qui serait extrêmement préjudiciable à la confiance vis-à-vis du CEC en tant que cadre européen de référence.



CEDEFOP

Centre européen pour le développement
de la formation professionnelle

Note d'information – 9071 FR

Cat. No: TI-BB-12-006-FR-N

ISBN 978-92-896-1014-8, doi: 10.2801/39551

Copyright © Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), 2012

Tous droits réservés.

Les notes d'information sont publiées en allemand, anglais, espagnol, français, grec, italien et portugais, ainsi que dans la langue du pays assurant la Présidence de l'UE. Pour les recevoir régulièrement, envoyez-nous un courriel à l'adresse suivante: briefingnotes@cedefop.europa.eu

D'autres notes d'information et publications du Cedefop sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://www.cedefop.europa.eu/EN/publications.aspx>

PO Box 22427, 551 02 Thessalonique, Grèce
Europe 123, Thessalonique, Grèce
Tél. +30 2310490111, Fax +30 2310490020
Courriel: info@cedefop.europa.eu

visit our portal www.cedefop.europa.eu

⁽⁴⁾ Voir: http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/naric_fr.htm